

Nous, personnels d'éducation et d'enseignement du lycée Claude Bernard, affirmons notre plein soutien au mouvement lycéen, rejoint par nos élèves au 1^{er} octobre, et à ses revendications. Nous affirmons le droit pour nos élèves à exprimer pacifiquement leurs revendications.

Nos élèves demandent davantage de moyens pour une éducation égalitaire et juste. Leurs demandes ne sont pas surprenantes au regard des constats établis par les personnels d'éducation et d'enseignement du lycée Claude Bernard depuis plusieurs années déjà :

Un bâti scolaire vétuste : plusieurs de nos bâtiments sont des bouilloires et passoires thermiques. Nous en avons payé le prix fort l'hiver dernier comme au moment de la canicule. La sécheresse a aussi suscité des inquiétudes sur la solidité de notre bâtiment scientifique (fissures au sol, mouvements de structure), justifiant sa fermeture pendant deux semaines.

La situation est aggravée par **la flambée des prix de l'énergie**. Nous alertons depuis plusieurs années sur l'insuffisance des moyens alloués au lycée par la Région pour prendre en charge les dépenses de viabilisation dans ce contexte. Pour chauffer les salles de classe, nous sommes dès lors contraints à prélever toujours plus sur notre fonds de roulement, désormais bien maigre, et à raboter sur les dépenses pédagogiques.

Un manque de personnels : nous avons également répété les alertes sur les moyens humains. Du côté de la vie scolaire notamment, les velléités de mutualisation du rectorat rendent le travail intenable pour les personnels CPE. Il nous manque également un enseignant de physique-chimie depuis maintenant plus d'un mois. Nos demandes répétées de rétablissement d'un demi-poste de professeur documentaliste sont, quant à elles, restées lettre morte.

Des classes surchargées : au lycée Claude Bernard comme ailleurs, les effectifs sont trop lourds pour assurer des conditions d'enseignement satisfaisantes. Et alors que la baisse démographique permettrait une amélioration de la situation, elle sert de prétexte à des suppressions de postes – bien utiles dans un contexte de pénurie des enseignants, les candidats aux concours étant de moins en moins nombreux.

Des inégalités croissantes entre établissements : à Villefranche-sur-Saône, la ségrégation scolaire gagne du terrain. L'écart entre les indicateurs de positionnement social (IPS) des établissements, publics et privés, continue de se creuser. Face à ce phénomène, pas de réponse politique mais une mise en concurrence toujours plus forte entre établissements, nous enjoignant à « améliorer l'attractivité » de notre établissement.

Tout ce que demandent nos élèves, ce sont des conditions de travail dignes. Leurs revendications, légitimes, ne doivent pas être ignorées au profit d'une focalisation sur les faits de violence et de dégradation dont ils et elles ne sont pas responsables.

Demain 6 octobre, nous serons en grève et aux côtés de nos élèves pour les soutenir et nous assurer du respect de leur droit à se mobiliser pacifiquement.